

Les grandes ambitions de ChatGPT : l'IA, la marchandisation et les biens communs

Fenwick McKelvey et Robert Hunt, Université Concordia

ChatGPT est le tout dernier projet d'OpenAI, une entité hybride se situant entre l'entreprise privée et l'organisme à but non lucratif. Le robot conversationnel arrive sur le marché alors que le gouvernement canadien tente de faire adopter sa propre réponse aux IA, la [Loi sur l'intelligence artificielle et les données](#) (LIAD). Alors que les débats actuels concernant ChatGPT et ses [connexions croissantes aux plateformes majeures](#) font rage, nous encourageons vivement la considération des biens communs informationnels comme étant des cadres de référence politiques qui permettraient de mieux comprendre les agents conversationnels intelligents et les grands modèles linguistiques qui servent à les entraîner. ChatGPT n'existerait pas sans la production collective de ressources qui permettent de soutenir et de maintenir ces biens communs. Comme OpenAI et ses compétiteurs tentent de monétiser leurs agents conversationnels intelligents, l'exploitation des biens communs informationnels ne fera que s'intensifier.

Les approches basées sur les biens communs répondent aux demandes de droits collectifs plus stricts dans le projet de loi LIAD. À ce jour, le LIAD se concentre principalement sur les préjudices économiques et psychologiques subis par les individus et accorde peu d'attention aux problématiques systémiques plus larges. Les opposants au projet de loi [restent dubitatifs face à cette attention centrée sur les préjudices](#), contrairement aux [recommandations du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada, qui propose une approche fondée sur les droits](#).

À l'occasion du déploiement récent de modules d'extension tiers de ChatGPT, nous détaillerons la façon dont les politiques canadiennes sur l'IA peuvent être alimentées par des théories sur les [biens communs informationnels](#) et mettrons en lumière le fait que les plateformes de l'IA dépendent continuellement d'une [de travailleurs sur les plateformes](#) précaires et sous-payés. Dans l'élaboration de réglementation sur les IA, les législateurs devraient prendre en compte le fait que les entreprises d'IA tirent déjà profit des biens communs existants et qu'elles ont souvent recours à l'exploitation d'une main-d'œuvre en situation précaire afin de répondre aux préoccupations liées à des politiques essentielles, telles que la modération de contenu. Les liens entre ces deux problématiques n'en sont devenus que plus limpides depuis le lancement récent des modules d'extension de ChatGPT.

ChatGPT affiche son objectif de devenir un élément d'infrastructure Web essentiel

Le 23 mars 2023, OpenAI [a annoncé](#) l'arrivée de modules d'extension pour ChatGPT qui permettent de connecter en direct l'IA expérimentale à l'Internet. Ces [modules d'extensions](#) permettent au robot d'avoir « accès à des informations actualisées, d'effectuer des calculs ou d'utiliser des services de tierces parties. » Greg Brockman, le directeur et cofondateur d'OpenAI, a partagé la nouvelle fonctionnalité du produit en [publiant sur Twitter une vidéo](#) montrant comment ChatGPT peut trouver une recette en ligne, calculer le nombre de calories du plat et commander les ingrédients via l'application de livraison Instacart. Cette vidéo prouve que l'interface conversationnelle de ChatGPT peut faire bien plus que générer du texte. Elle dévoile également que ses développeurs souhaitent que leur technologie devienne une *infrastructure* Web. Les modules d'extension sont la preuve que les propriétaires de ChatGPT souhaitent que cette IA devienne une plateforme clé (si

ce n'est *la* plateforme clé) permettant d'accéder à Internet et d'effectuer des tâches du quotidien, dont celles qui dépendent d'une main-d'œuvre humaine précaire.

Au-delà de la présentation des nouvelles fonctionnalités et des ambitions de l'agent conversationnel intelligent, la vidéo montre également le travail interne et relatif à l'infrastructure qui se cache derrière ChatGPT (et la plupart des IA modernes), depuis les données utilisées afin d'entraîner le modèle, jusqu'au travail requis afin de sélectionner des produits sur des tablettes d'épicerie. L'aptitude de l'agent conversationnel intelligent à répondre aux questions des utilisateurs de manière incroyablement humaine repose sur un groupe de [grands modèles linguistiques](#) (abrégé LLM de l'anglais *large language model*) qui sont entraînés grâce à d'énormes jeux de données constitués de textes dans l'objectif d'« apprendre » à anticiper les séquences naturelles de mots. Ces jeux de données [ont été construits de diverses manières](#), notamment grâce à l'assimilation de sites Web publics (tels que Wikipédia), de livres numériques ou encore des plateformes de réseaux sociaux.

Autrement dit, le contenu appartenant à des millions d'utilisateurs sur Internet a été converti en données qui ont permis d'entraîner les modèles. Celles-ci forment désormais l'infrastructure de ChatGPT et d'autres applications semblables. Cette exploitation assez arbitraire des données requiert normalement un jugement et un travail humain afin de filtrer tout texte à caractère raciste, abusif ou choquant et repose sur un [système mondial](#) de [travailleurs fantômes](#). Or, le nettoyage d'un jeu de données aussi monumental peut s'avérer extrêmement fastidieux. C'est pourquoi OpenAI [a recruté des travailleurs faiblement rémunérés au Kenya](#) afin d'annoter des textes problématiques qui pourraient être exploités afin d'entraîner ChatGPT à ne *pas* les utiliser dans ses réponses.

Au moment où ChatGPT, initialement lancé en tant qu'outil libre et gratuit, entre dans une nouvelle ère de marchandisation, le cadre dans lequel il a été conçu prend une signification particulière. Du fait des [milliards de dollars investis dans l'IA générative](#), de nouvelles sources de revenus deviendront nécessaires. La stratégie d'OpenAI visant à développer et maintenir une boutique d'applications pourrait sembler novatrice au premier abord, mais elle est devenue [fondamentale pour la plupart des modèles opérationnels des entreprises de plateformes modernes](#). En effet, en souscrivant à un abonnement mensuel de 20 \$ US, les abonnés ont accès à [ChatGPT Plus](#); des agents conversationnels intelligents semblables ou concurrents sont en train d'être incorporés dans d'autres produits logiciels qui requièrent un abonnement, tels que la famille d'applications de [Microsoft 365](#) (qui pourrait elle-même être considérée comme partie intégrante de l'infrastructure de nombreuses formes de travail contemporaines).

La vague imminente de produits et de services fait émerger d'importantes questions liées aux agents conversationnels intelligents basés sur les LLM et au rôle qu'ils jouent dans certains aspects de la gouvernance du Web, telles que les droits d'auteur, la liberté d'expression et la confidentialité des données. De notre point de vue, ces nouveaux produits mettent très clairement en lumière les revers de l'accessibilité des biens communs informationnels, tels que le contenu que l'on retrouve sur Internet. Bien que ses fonctionnalités n'en soient qu'à leurs prémices, ChatGPT met en évidence les manières dont

certaines utilisations des IA viennent perturber la compréhension établie des biens communs sur Internet. Ceci soulève des questions sur la nature de ces biens communs, sur les droits d'accès à ceux-ci et sur les façons dont ils peuvent être maintenus et réglementés. Des milliards de sources de contenu créatif individuelles ont été considérées comme un bassin collectif de données libres de droits qui ont permis la fabrication de produits basés sur un système d'abonnements. Cette situation révèle à quel point des efforts bien intentionnés visant à construire et à maintenir les biens communs peuvent malheureusement devenir la cible de sociétés commerciales qui les considèrent non pas comme des ressources communes, mais comme une vaste réserve de [main-d'œuvre gratuite](#).

Ces tentatives des sociétés qui cherchent à devenir une infrastructure essentielle ont fait l'objet d'[appréhensions constantes liées aux politiques sur les médias et l'information](#), ce qui suscite un plus grand intérêt pour des approches politiques basées sur les biens communs.

De quelles façons ChatGPT met-il en danger les biens communs?

ChatGPT et d'autres agents conversationnels intelligents basés sur les LLM exigent à la fois des théories sur l'économie politique de la communication et une subversion de leurs principes.. Si l'on se base sur les travaux de [Vincent Mosco](#), il est possible de distinguer deux stratégies mises en œuvre :

1. Une marchandisation extrinsèque, où les entreprises récoltent et rendent opérationnelles des ressources de données communes historiques par le biais d'interprétations agressives des lois sur les droits d'auteur;
2. Une marchandisation intrinsèque, où les entreprises minent et revalorisent les données collectées au cours de leurs opérations quotidiennes.

Au même titre que les théories de renfermement et de marchandisation, ces méthodes banalisent la reproduction des biens communs de l'information et transforment ces ressources publiques en biens privés.

La plupart des formes d'IA génératives reposent sur des marchandisations extrinsèques semblables au jeu de données libres d'accès de Common Crawl dont OpenAI se sert afin d'entraîner ses modèles. Cette organisation à but non lucratif 501 (c) (3) dépend d'une interprétation vague de l'utilisation équitable afin de rassembler des images et du texte publié sur le Web tout entier. Vraisemblablement, le Common Crawl découle d'un modèle de production basé sur les biens communs. Lorsque Common Crawl a été lancée en 2011, la directrice de l'organisation, Lisa Green, a [évoqué qu'il était](#) « essentiel, compte tenu de la société de l'information dans laquelle nous vivons, d'ouvrir et de faciliter l'accès aux données disponibles sur les robots d'indexation à tout individu qui souhaiterait les utiliser. » Bien qu'elles s'appuient vaguement sur le principe d'accessibilité pour toutes et tous, les fonctionnalités proposées par Common Crawl permettent de répondre aux désirs des entreprises puisqu'elles servent principalement de moteur de marchandisation qui encode les ressources publiques pour en faire des modèles d'IA exclusifs.

Les plateformes, en particulier celles qui dépendent de données afin d'optimiser leurs opérations, ou encore celles que [Nick Srnicek appelle les « plateformes allégées »](#), considèrent de

plus en plus leurs données transactionnelles ou commerciales comme une source de données d'entraînement. De ce glissement découle une marchandisation intrinsèque ayant pour but de rentabiliser les données extraites des activités continues des entreprises. Cette forme de marchandisation est exploitée par de nombreuses plateformes, de Meta à Google, qui utilisent les données issues de leurs services libres et gratuits comme modèles d'information, en passant par Microsoft, qui a transformé sa suite Office en une source de données d'entraînement pour son partenaire OpenAI. Ces changements constituent une autre question essentielle que les politiques de communication canadiennes doivent prendre en compte.

L'intelligence artificielle soulève des questions profondes sur les biens communs informationnels. Plus concrètement, le fait que les grandes entreprises d'IA puissent facilement marchander les données publiques soulève une énième question : l'adhésion à un principe d'accessibilité des informations pourrait-elle mener à la protection des biens communs informationnels? Des projets basés sur les biens communs tels que les licences de contenu de [Creative Commons](#) ou la [Licence publique générale](#) pour les logiciels reposent sur des valeurs de partage, de citation et de bénéfices collectifs. En se servant de ces outils comme d'un réservoir de données libres, gratuites et faciles d'accès, ces puissantes entreprises annulent la nature relationnelle et réciproque de ces biens.

Les concepteur·rice·s d'intelligences artificielles devront donc revoir leurs [rapports aux biens communs](#) afin d'établir une relation basée sur la bienveillance et la conservation plutôt que sur l'exploitation illimitée de données. Néanmoins, le fait que les travaux actuellement générés par les intelligences artificielles ne puissent pas être protégés par des droits d'auteur soulève une problématique de second plan : la pollution potentielle des biens communs informationnels par des travaux générés artificiellement. L'identification des textes générés par des intelligences artificielles préoccupe déjà les propriétaires d'OpenAI, qui s'interrogent sur le niveau de chaos qui pourrait être généré s'ils venaient à entraîner leurs nouveaux modèles d'IA sur des sorties produites par d'anciens modèles. Puisque les IA génératives s'entraînent sur leurs propres créations, les informations de valeur se perdent dans le déluge de la production automatisée de contenu. Il est possible de se demander à quel point les utilisateurs humains pourraient souffrir si les biens communs informationnels disponibles sur Internet se retrouvaient ensevelis sous du contenu généré par des machines, possiblement plagié, fallacieux, inexact ou diffamatoire. Nous demandons donc aux responsables de l'élaboration des politiques de prendre au sérieux l'exploitation de nos biens communs informationnels et de prendre en compte les réseaux de main d'œuvre qui rendent l'alimentation de ces biens communs possibles.